



C E T R I

ANALYSE 2017
4 décembre

Centre tricontinental

EL SALVADOR : DES LUTTES REVOLUTIONNAIRES HIER, SOCIO- ENVIRONNEMENTALES AUJOURD'HUI

Rudis Yilmar Flores Hernández

Avec la démocratisation relative du pays, les organisations sociales salvadoriennes issues de la lutte révolutionnaire ont perdu en articulation et en intensité, sans disparaître pour autant. Focalisées sur la résistance aux mégaprojets de développement, d'extraction ou de privatisation des ressources naturelles, les mobilisations actuelles, aux accents environnementalistes, se distinguent par leur ancrage local et communautaire.

Densément peuplé, constitutif du violent « Triangle Nord » avec le Guatemala et le Honduras, le Salvador a une trajectoire historique marquée par les dictatures militaires, la guerre civile, mais aussi la force de mouvements sociaux déterminants dans la lutte révolutionnaire contre l'exploitation, l'exclusion et la répression. Après la guerre, achevée au début des années 1990, et une certaine dislocation des mobilisations, les luttes sociales se sont concentrées contre les mégaprojets de développement, l'exploitation des ressources naturelles, l'extractivisme, la privatisation de l'eau, témoignant ainsi du caractère communautaire et local de ces nouvelles dynamiques contestataires.

Luttes révolutionnaires

Pour le sociologue français Alain Touraine, « *la notion de mouvement social n'est utile que si elle permet de mettre en évidence l'existence d'un type très particulier d'action collective, celui par lequel une catégorie sociale, toujours particulière, met en cause une forme de domination sociale, à la fois particulière et générale, et en appelle contre elle à des valeurs, à des orientations générales de la société qu'elle partage avec son adversaire, pour le priver ainsi de légitimité* » (Touraine, 1997). Sous cet angle, le rôle des mouvements sociaux consiste à questionner l'ordre social établi et à bousculer le *statu quo*. Dans le cas du Salvador, ces acteurs – ancrés dans des contextes politiques, sociaux et économiques – ont interpellé les structures dominantes dans une perspective de changement tout au long des années 1970 et 1980. Ils ont contribué de manière décisive à la lutte révolutionnaire.

Ils se sont construits à travers l'histoire, comme des formes d'action collective et comme l'expression des luttes contre les inégalités sociales et les processus dictatoriaux. Groupes et secteurs sociaux défavorisés ont développé une conscience critique et forgé une identité commune à l'origine d'actions revendicatives. Durant le 20^e siècle, les mouvements sociaux ont été analysés en termes sociopolitiques comme les reflets de conflits de classes ; privilégiant comme mode d'action la confrontation avec le système politique. Leur action était subordonnée en grande partie aux lignes de conduite des partis et à leurs efforts pour conquérir le pouvoir. Les revendications populaires en faveur d'une transformation sociale ne pouvaient être prises en compte qu'une fois le pouvoir politique obtenu (Navas, 2007).

Le niveau d'organisation des masses était élevé. Il suffit d'évaluer le nombre de structures et d'organisations existantes, situées dans un éventail politique allant du centre gauche jusqu'à la gauche radicale. La quasi-totalité des secteurs populaires s'appuyaient sur une structure organique et avaient un point de référence pour leur lutte. Une tendance au regroupement et à la convergence s'est toutefois imposée progressivement, et ce en dépit des mesures gouvernementales visant à diviser et affaiblir les

forces du mouvement populaire, notamment au travers de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme.

Les faibles espaces politiques et la crise économique, en dépit des contraintes, n'ont pas amené les masses à rester les bras croisés, en supportant stoïquement la pauvreté, le manque d'emploi, l'analphabétisme, la répression, le recrutement forcé. La lutte des classes tirait son fondement d'une réalité objective. Son ampleur a nourri une tradition révolutionnaire au sein de la population, qui a permis d'affronter le modèle contre-insurrectionnel imposé par les États-Unis. Le marqueur principal de la crise économique était moins conjoncturel que structurel, ce qui a créé les conditions du soulèvement social et donné naissance à différents niveaux d'organisation ; résultant dès lors non d'une volonté ou d'un désir, mais d'une réalité historique objective.

La guerre, comme phénomène politique et militaire, a accentué les confrontations idéologiques et développé les niveaux de conscience et d'analyse des milieux populaires. La présence de la guérilla dans tout le pays, la propagande permanente, les dialogues et les journées de mobilisation ont contribué à l'éveil politique et à la mobilisation, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Ce contexte de lutte sociale et de crise politique a compliqué la tâche du gouvernement antidémocratique au service des intérêts nord-américains, dont l'objectif fut de contenir le mouvement révolutionnaire. Il existait alors de vives tensions entre l'oligarchie terrienne et les États-Unis pour le contrôle de l'armée, ainsi qu'entre différents pouvoirs de l'État, sur lesquelles les acteurs sociaux purent s'appuyer pour renforcer leurs actions.

Démocratisation relative et reflux des luttes sociales

Après les accords de paix de 1992, les luttes ont subi un reflux au regard du puissant mouvement social des années 1970 et 1980, inscrit dans une perspective révolutionnaire et dont les principales expressions organisationnelles furent l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), la Fédération nationale des travailleurs (FENASTRAS), l'Association nationale des éducateurs salvadoriens (ANDES 21 Juin), ainsi que l'Association générale des étudiants universitaires (AGEUS). Cette atténuation des mobilisations obéit à différentes raisons : tout d'abord, la démocratisation à l'œuvre dans le pays après douze années de guerre et la difficulté d'y redéfinir son rôle. Ensuite, la fatigue de la guerre et de ses innombrables victimes. La signature de la paix s'est traduite par un certain retour au calme. Enfin, les organisations ont été profondément affectées par le modèle néolibéral, notamment les syndicats malmenés pour leur hostilité au marché et à l'investissement étranger.

Les accords de paix n'ont pas signifié la résolution des problèmes quotidiens de la population, même lorsque le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), l'ancienne armée de guérilleros, s'est converti en parti politique. Dans ce nouveau contexte, les organisations sociales, en particulier celles liées au FMLN, ont dû se réinventer et redéfinir leurs liens organiques. Avec l'accentuation des politiques néolibérales, des mouvements ont surgi et se sont progressivement articulés pour s'opposer tant aux privatisations (des ports, aéroports, cimenteries, hôtels, télécommunications, pensions, fournisseurs d'énergie électrique, etc.) qu'aux mesures d'ajustement structurel qui ont conduit les gouvernements de droite à réduire les dépenses sociales (éducation, santé, alimentation, logement, etc.). Sans jamais atteindre, pour autant, le niveau des luttes des années 1970 ou du milieu des années 1980.

Si on assiste toutefois ces dernières années à un retour du mouvement social, son action demeure faible. Les grands thèmes de mobilisation sont dorénavant : le droit à l'eau, l'extraction minière, la corruption des gouvernements de droite et les résolutions émanant de la Chambre constitutionnelle et de la Cour suprême de justice visant à attiser la crise politique et à asphyxier économiquement le gouvernement de gauche. Aujourd'hui, aucun mouvement ne dispose d'un pouvoir d'attraction capable de rassembler massivement. L'impact du modèle néolibéral est omniprésent dans la manière dont vivent, sentent et pensent les Salvadoriens. Le processus d'acculturation, l'individualisme, l'hédonisme, l'impact des médias dominants maintiennent la population éloignée des enjeux d'intérêt général.

Ces « nouveaux » mouvements sont issus de la société civile. Certains représentent des communautés locales ou des petites associations communautaires comme les « Associations de développement communal », ou encore des coopératives qui ont un intérêt immédiat sur la zone où se déroulent les projets qui les affectent. D'autres sont implantés dans la capitale, en confrontation ouverte avec le pouvoir économique, ce qui génère des débats politiques auxquels se mêle l'Église catholique.

Contre l'extraction minière, pour le droit à l'eau

Dans les nouveaux espaces démocratiques qui émergent avec la fin du conflit armé, des mouvements sont donc apparus dans les communautés affectées par des mégaprojets, tels que le Collectif national contre l'extraction minière, constitué d'une dizaine d'organisations paysannes et environnementales, ou encore le Mouvement contre la construction de barrages, dans le nord du pays, qui lutte pour la préservation de l'environnement et des ressources naturelles de la région. Tout un effort communautaire s'est développé auquel ont participé le Comité environnemental de Cabañas, l'Association de développement économique et social (ADES), l'Association Nuevo Cabañas, l'Association de développement communal. À force de combats, ils ont réussi à convaincre le congrès salvadorien de voter une loi décrétant l'interdiction de l'exploitation minière, au premier trimestre de l'année 2017.

En matière de luttes pour le bien commun, des mobilisations s'attachent à consacrer le droit à l'eau comme un droit humain, un bien public et une ressource vitale. Elles s'affrontent aux politiques économiques et commerciales qui limitent de fait l'accès aux ressources, en les réduisant à leur seule valeur marchande, dans la logique des mesures néolibérales mises en œuvre, à la fin du 20^e siècle, dans une majorité de pays d'Amérique latine. Dans la déclaration de San Salvador de 2003 « pour la défense et le droit à l'eau », des organisations et mouvements de différents pays du continent ont refusé catégoriquement la privatisation des ressources hydriques et des services publics à l'œuvre dans la région, et ont dénoncé tant leurs facilitateurs que leurs bénéficiaires : organismes financiers internationaux, organismes multilatéraux de commerce, gouvernements nationaux, entreprises transnationales.

Au Salvador, la question de l'eau a été mise sur le devant de la scène en raison de la problématique des eaux contaminées et du manque d'accès à l'eau potable. Xenia Marroquín du Forum de l'eau a condamné le principe de l'exploitation de l'eau à des fins lucratives, alors que celle-ci est un bien commun et son accès, un droit. Pour contrecarrer la logique marchande, il a été demandé au président de la République de promouvoir, devant l'assemblée, l'adoption d'une loi sur l'eau. La coordination du Forum de l'eau a élaboré deux versions de proposition de loi, en collaboration avec des représentants du FMLN, mais aucun de ces textes n'a obtenu un appui suffisant pour être approuvé.

La dernière mouture du projet, présentée par le ministère de l'Environnement, a fait face à une attaque coordonnée de la droite qui, avec le soutien des Etats-Unis, bataille pour y inclure des mécanismes de privatisation et pour ouvrir l'administration publique de l'eau aux investissements privés. Le secteur privé salvadorien comme le gouvernement états-unien ont intérêt à liquider toute législation qui leur ferait obstacle, car environ cinquante projets d'eau présentés dans le cadre du fonds d'aide au développement de la Millenium Challenge Corporation doivent être attribués à des entreprises privées.

La lutte pour le droit à l'eau s'opère sur différents fronts, national et international, politique, économique et social. Le Forum de l'eau est une coalition composée d'une grande diversité de membres parmi les mouvements sociaux. Y participent activement les comités communautaires de l'eau, les syndicalistes des services publics de l'eau, les organisations du Collectif national contre l'extraction minière métallique, des groupes d'étudiants de l'Université nationale et une série d'organisations sans but lucratif qui bloquent régulièrement les rues de la ville, au cri de « *l'eau est un droit, pas une marchandise* ».

Conclusion

Depuis la fin du conflit armé, la majorité des luttes se sont orientées autour de la défense de l'environnement, dans un affrontement direct avec le pouvoir économique et les entreprises transnationales qui pillent les ressources naturelles. L'exploitation minière, la pollution de l'eau, les barrages ont obligé les communautés rurales et urbaines à s'organiser et établir des alliances, faibles ou du moins limitées, avec des ONG qui encouragent la lutte pour défendre le droit à ces biens communs. Durant la période de la guerre civile d'avant 1992, le mouvement social fut déterminant dans sa confrontation avec la dictature militaire ; dans la période post-guerre, les luttes sont devenues plus environnementales et le mouvement social moins articulé, tant en termes d'organisation que dans sa capacité de mobilisation au niveau national.



Bibliographie

Hernandez P. (2009), « El movimiento social en El Salvador », interview par R.Y. Flores.
Navas M. C. (2007), « Los nuevos movimientos sociales y el movimiento de mujeres en El Salvador », *Revista Realidad*, n°375.
Touraine, A. (1997), *Pourrions-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Paris, Fayard.

Rudis Yilmar Flores Hernández est professeur et chercheur à l'Université d'El Salvador, directeur de la revue *Conjecturas sociológicas* et du Réseau de chercheurs latino-américains pour la démocratie et la paix, coordinateur de recherches pour le Conseil latino-américain des sciences sociales (Clacso).

Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

